

Les mythes et réalités cachées d'une "guerre" entre Bujumbura et Kigali

PANA, 14 février 2016 Par Ferdinand Bigumandondera, correspondant de la PANA Bujumbura, Burundi « Les ressemblances quasi-parfaites de culture, de religion, de langue et d'ethnie voudraient que le Burundi et le Rwanda ne soient pas capables de se trainer dans la boue, comme c'est le cas aujourd'hui, à condition d'ignorer qu'en un « effet contagion » s'écoulaire des crises sociopolitiques entre les deux pays. [Photo (de gauche à droite) : Les présidents burundais Pierre Nkurunziza et rwandais Paul Kagame]

L'« épice » de la crise de confiance ouverte entre les deux pays se trouve pour le moment du côté du Burundi où depuis bientôt une année, un conflit électoral mal résolu entre le pouvoir et l'opposition fait craindre le pire. Des ingérences supposées du Rwanda dans les affaires intérieures de son « cousin » du sud participeraient à exacerber la crise, soutient-on du côté du pouvoir burundais. La tension est particulièrement montée d'un cran, samedi, avec la mobilisation générale dans la rue de milliers de citoyens burundais pour aller dire tout le mal dont ils pensent, à tort ou à raison, du président rwandais, Paul Kagame et, au-delà, pour décrier encore son « complot hémagmonique » à l'égard de la sous-région des Grands lacs. A l'occasion, la voix la plus officielle qui s'élève haut est celle du président de l'Assemblée nationale, en même temps président du Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir), Pascal Nyabenda. Le numéro deux de l'exécutif burundais est pas allé de main morte pour dénoncer ouvertement le Rwanda et plus particulièrement son président, Paul Kagame qui, notamment, armerait l'opposition burundaise en vue de renverser le régime de Bujumbura. Plus généralement, les officiels et les simples citoyens semblaient s'être appropriés la consigne de « savonner » (Kumesa, un slogan belliqueux en langue nationale, le Kirundi) qui revenait souvent dans les propos des manifestants, en direction du chef de l'Etat rwandais. C'est à juste titre, pour le président de l'Assemblée nationale qui trouve que ce ne sont pas les simples citoyens rwandais qui sont bons à blâmer dans ce qui arrive à son pays, mais bel et bien leur leadership national. Entre citoyens rwandais et burundais, il n'y a, en réalité, aucun problème « car nous nous marions déjà » entre nous et sommes condamnés par la nature à vivre ensemble », a-t-il soutenu dans une harangue enflammée de la foule, depuis son fief natal de Bubanza, dans l'ouest du Burundi. L'accusation pour le moment la plus répandue dans les milieux officiels à Bujumbura est que l'opposition politique et armée contre le pouvoir a des entrées faciles à Kigali et recrute combattants depuis les camps de réfugiés burundais du Rwanda. Ce dont se défend et s'innocente le régime rwandais qui ne trouve officiellement « aucun intérêt stratégique » de déstabiliser un « pays frère ». Les autorités rwandaises font pour le moment preuve d'une rare modération et invitent plutôt les Burundais à trouver des solutions internes, au lieu de chercher ailleurs des « bouc-émissaires » et un « souffre-douleur » de leur crise. Dans cette guerre entre Bujumbura et Kigali, le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ne sait pas arbitrer et se contente pour le moment de prendre acte d'accusations « non encore avérées » d'activisme politique et parmi les quelque 75.000 demandeurs d'asile burundais à sa charge. Les Etats-Unis d'Amérique et un groupe d'experts des Nations unies travaillant sur la région des Grands lacs ont été plus explicites ces derniers temps en se basant sur des « témoignages » de 18 jeunes réfugiés burundais affirmant avoir été formés au maniement de la mitrailleuse au Rwanda, ce dont Kigali s'est encore formellement défendu. Force est cependant de constater que la sous-région des Grands lacs n'en est pas aujourd'hui à sa première crise de réfugiés qui affecte directement les relations entre E. Dans un passé encore récent, une crise de réfugiés avait débouché sur une guerre transfrontalière ouverte entre le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC). Au départ, le pouvoir de Kigali était parti à la poursuite des présumés auteurs du génocide de 1994 parmi les 4 millions de réfugiés rwandais qui venaient d'émigrer en RDC. Il manquait pas non plus de problèmes internes. Les deux camps se sont constitués des alliés, au point que la RDC s'est retrouvée du jour au lendemain dans une guerre régionale d'au moins sept armées rwandaises et autant de rebelles. D'un autre côté, certains socialistes de la même région des Grands lacs soutiennent qu'il y a eu forcément « contagion » entre les massacres inter-ethniques d'au moins 300.000 personnes dans la guerre civile de 1993, au Burundi, et le génocide qui a suivi au Rwanda voisin. Les deux pays se caractérisent par la même composition ethnique faite d'un côté, d'une majorité de Hutu et de l'autre, d'une minorité historiquement encore, les luttes armées pour le pouvoir, aussi bien au Rwanda qu'au Burundi, sont toujours parties des camps de réfugiés à l'étranger. En 1993, l'arrivée au pouvoir des Hutu du Burundi avait été l'« œuvre » de ceux qui étaient partis, dans les années 1970, au Rwanda voisin. En 1994, il en a été de même au Rwanda où les nouveaux maîtres de Kigali avaient voulu en exil, principalement en Ouganda, et dans une moindre mesure, au Burundi. Pour le moment, les socialistes de la géopolitique sous-régionale n'excluent pas une « instrumentalisation » des réfugiés dans une sorte de « fuite en avant » face à l'insoluble crise interne au Burundi. Les mêmes analystes trouvent qu'au lieu de « jouer avec le feu », les acteurs politiques burundais gagneraient plutôt à s'asseoir ensemble pour attaquer résolument la cause profonde de leur crise au lieu de regarder ailleurs. L'« extérieur » ne viendra qu'en appui aux efforts internes et c'est ce que tente d'initier laborieusement depuis quelque temps l'Union africaine (UA). Un projet d'« une Mission africaine de prévention et de protection au Burundi » (MAPROBU), si elle venait à être acceptée par le pouvoir burundais, remplirait le double objectif de stabiliser la situation de crise politique et des droits humains dans le pays et faciliterait un dialogue inclusif de tous les acteurs politiques burundais ayant des revendications et des solutions à faire valoir.